



**MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction générale du Trésor

# BRÈVES ÉCONOMIQUES DE L'AFRIQUE DE L'EST ET DE L'OCEAN INDIEN

UNE PUBLICATION DES SERVICES ÉCONOMIQUES DE L'AEOI

09 Mars 2021

## Evolution de la situation sanitaire

Pour la 3<sup>ème</sup> semaine consécutive, le nombre de nouveaux cas hebdomadaire augmente en AEOI (+14 002 contre +12 000) alors que le rythme mondial augmente pour la deuxième semaine consécutive (2 %). En Ethiopie, le nombre de nouveaux cas

Pays \ Date	Nombre de cas			Nombre de décès		
	21/2	28/2	7/3	21/2	28/2	7/3
Burundi	2 031	2 209	2 319	3	3	3
Comores	3 490	3 571	3 591	143	144	145
Djibouti	6 022	6 065	6 134	63	63	63
Erythrée	2 685	2 847	2 944	7	7	7
Ethiopie	151 857	158 053	165 029	2 271	2 354	2 420
Kenya	103 993	105 648	108 362	1 817	1 854	1 874
Madagascar	19 598	19 831	20 155	292	297	300
Maurice	603	610	620	10	10	10
Rwanda	17 988	18 790	19 426	247	261	267
Seychelles	2 328	2 592	2 950	10	11	14
Somalie	5 899	6 991	8 041	194	231	294
Soudan du Sud	6 417	7 349	8 677	85	87	102
Soudan	30 128	30 347	30 540	1 864	1 880	1 895
Tanzanie	509	509	509	21	21	21
Ouganda	40 199	40 335	40 452	333	334	334
<b>Total AEOI</b>	<b>393 747</b>	<b>405 747</b>	<b>419 749</b>	<b>7 360</b>	<b>7 557</b>	<b>7 749</b>

hebdomadaires dépasse les 6 000 pour la 3<sup>ème</sup> semaine consécutive (+6 976 ; +6 192 ; +6 153). Après 3 semaine de hausse, le nombre de nouveaux cas hebdomadaires baisse au Rwanda et atteint 636 contre 802 et 721 les 2 dernières semaines. Au Soudan du Sud, la situation se détériore à nouveau avec 1 328 nouveaux cas, le plus haut point atteint depuis juin 2020.

\* Le nombre de cas reportés par l'OMS peut subir, compte tenu des délais de transmission, un léger décalage avec les données nationales, variable pour chaque pays. Aussi, la stabilité du nombre de cas en Tanzanie reflète l'arrêt de la comptabilisation par le gouvernement depuis fin avril.

## 🌐 La CAE accepte la candidature de la RDC

Alors que la candidature de la Somalie à la CAE a une nouvelle fois été repoussée, faute d'avoir pu mener la procédure d'examen de cette candidature, la candidature d'adhésion de la République Démocratique du Congo (RDC) à la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE) a été entérinée et doit faire l'objet d'une procédure d'instruction accélérée avec rapport prévu pour le prochain sommet de la CAE, qui pourrait alors officiellement admettre ce nouveau membre. L'intégration de la RDC pourrait notamment faciliter le commerce aux frontières avec le Rwanda, le Burundi, l'Ouganda et la Tanzanie, tout en facilitant l'accès au marché congolais pour les entreprises des Etats-membres.

## 🌐 Burundi

### Le Burundi stoppe ses importations de maïs pour 6 mois.

Le Ministère du Commerce burundais a annoncé le 8 mars la suspension des ses importations de maïs pour 6 mois. Le Kenya avait pris une mesure similaire en direction du maïs tanzanien et ougandais la semaine précédente, évoquant un risque sanitaire. Le Burundi n'a toutefois pas mentionné de pays particulier lors cette annonce. En 2020, la majorité des importations de maïs du pays venait d'Ouganda et de Zambie.

Dans l'attente d'une autorisation formelle de la part du gouvernement, la société Innovent Comores prévoit d'installer une nouvelle centrale solaire photovoltaïque pour alimenter le Nord de la Grande Comore après la mise en place d'une première centrale dans le sud de l'île. Un site a été identifié autour de l'ancien hôtel Galawa. Cette centrale pourrait produire 3 MW avec un stockage via des batteries. Ce projet pourrait par ailleurs être couplé à un projet de gestion des déchets et d'un centre de tri sélectif.

## 🌐 Djibouti

### Inauguration du nouveau siège de la BCIMR.

Le 1er mars a eu lieu l'inauguration du nouveau siège de la Banque pour le Commerce et l'Industrie – Mer Rouge (BCIMR) en présence du Président de la République djiboutien, Ismail Omar Guelleh. Des représentants de la Bank of China étaient également présents. La BCIMR,

## 🌐 Comores

### Nouveau projet de centrale photovoltaïque avec la Société Innovent.

détenue à hauteur de 51 % par la BRED et à 33 % par le gouvernement djiboutien est l'une des principales banques opérant à Djibouti. La Chine constitue toutefois le principal acteur bancaire étranger à Djibouti à travers la *Bank of China* et la *Silkroad International Bank*.

## 🍷 Erythrée

### Soutien de l'OMS au régulateur pharmaceutique érythréen.

Afin de soutenir la numérisation des services de la *National Medicines and Food Administration* (NMFA), l'OMS a fait don d'équipements informatiques d'une valeur de 21000 EUR au ministère de la Santé érythréen. La nécessité de numériser le système de réglementation ainsi que le besoin de renforcer les capacités d'enregistrement du régulateur étaient identifiés comme des priorités selon l'enquête menée par l'OMS en 2017. Depuis, l'OMS a fourni un appui technique pour l'élaboration de directives et de procédures opérationnelles standardisées telles que la directive pour l'enregistrement des dispositifs médicaux, la révision de la liste essentielle des médicaments et la planification des médicaments. En complément de ce don, l'OMS travaille avec la NMFA pour numériser les l'enregistrement des produits, l'évaluation des dossiers soumis par les fabricants, le suivi des licences des fabricant, etc.

## 🍷 Ethiopie

### Publication d'un rapport macroéconomique du cabinet Cepheus.

Selon le nouveau rapport macroéconomique de Cepheus, les répercussions sur l'économie de la Covid-19 et du conflit au Tigré seraient limitées. En effet, dans un pays encore majoritairement agricole, seuls certains secteurs économiques enregistreraient des baisses de taux de croissance directement liées à la pandémie : les transports (- 20 pts), l'hôtellerie-restauration (- 7 pts), le commerce de gros et de détail (- 5 pts) et la construction (- 5 pts). Par ailleurs, selon le rapport, la contribution de la région du Tigré à l'économie éthiopienne, tous secteurs confondus, serait faible. Ainsi, les productions tigréennes représenteraient 8 % des exportations du pays (240 MUSD d'exports sur un total de 3 Mds). Si ces impacts restent contenus à court-terme, les effets à long terme, notamment sur l'attractivité du pays aux investisseurs, le flux des bailleurs et le climat des affaires en général pourraient être importants.

## 🍷 Kenya.

### Les parlementaires kenyans ratifient l'accord de libre-échange avec le Royaume-Uni.

Le Parlement kenyan a ratifié le 10 mars l'accord entre le Royaume-Uni et le Kenya, validé par le Parlement britannique une semaine plus tôt. Cet accord de libre-échange, ouvert début 2021 aux autres états-membres de la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE) souhaitant en bénéficier, prendra effet fin mars. En parallèle, la CAE a entériné le 27 février la libre adhésion de ses Etats-membres à l'Accord de Partenariat Economique (APE) proposé par l'Union Européenne, que le Kenya pourrait être amené à rejoindre prochainement.

### Standard & Poor's dégrade la note financière du Kenya.

L'agence dégrade la note de crédit souveraine du pays à long terme en monnaie étrangère et locale. Le Kenya passe ainsi de B+ à B. En conséquence, le Trésor kényan devra payer davantage pour emprunter auprès des bailleurs internationaux. S&P mentionne notamment le ralentissement de la croissance du PIB kényan et la fragilité des finances publiques du pays pour expliquer cette décision. La suspension du service de la dette (DSSI) accordée par le Club de Paris devrait toutefois permettre au pays de d'améliorer sa marge budgétaire. L'organisation d'un référendum ainsi que les élections prochaines interrogent toutefois sur la gestion des finances publiques dans les mois à venir.

### Les Etats-Unis classent le Kenya comme l'un des plus importants foyers de blanchiment d'argent du monde.

Selon le rapport déposé par l'*International Narcotics Control Strategy* devant le Congrès des Etats-Unis, le Kenya serait particulièrement exposé au blanchiment d'argent, à la fraude fiscale et au financement du terrorisme. Selon ce rapport, le commerce illicite de charbon et de khat à la frontière somalienne nourrit en partie le blanchiment de l'argent de la piraterie. Le positionnement de Nairobi comme centre financier régional facilite également les activités illégales de trafic d'animaux sauvages, de drogues et de contrefaçons. La corruption participe de cette tendance. Pour rappel, le Kenya est classé au 124<sup>ème</sup> rang (sur 179, le 179<sup>ème</sup> pays étant considéré comme le plus touché par la corruption) du *Corruption Perception Index 2020* de *Transparency International*.

### Nationalisation progressive du SGR.

Construit par la *China Road and Bridge Corporation* (CRBC), la ligne de chemin de fer Nairobi-Mombasa – SGR – avait été inauguré en

mai 2017 par le président Kenyatta. Depuis, ce projet emblématique de la Vision 2030 du gouvernement kényan ne cesse de diviser l'opinion au regard du contrat de réalisation de la ligne qui avait été jugé illégal par la Cour d'Appel en juin 2020 car non conforme à la Constitution et à loi relative aux marchés publics de 2005, faute de mise en concurrence du contractant chinois, et de la lourde dette contractée pour sa réalisation. Le contrat d'exploitation, signé en 2017 et d'une durée de 10 ans, entre *Kenya Railways Corporation* (KRC) et AfriStar, filiale de CRBC, a déjà fait l'objet d'une renégociation : d'ici mai 2022, KRC prendra en charge les opérations de billetterie et de maintenance, avec certaines fonctions transférées dès mars 2021. Ce contrat est en effet jugé exorbitant ; le Kenya verse en principe 1 MUSD par mois pour l'exploitation du SGR, qui s'ajoute au remboursement du prêt de 3,2 Mds USD contracté auprès de l'*Exim Bank of China*, pour sa réalisation.

### Madagascar.

#### Green Energy Solutions et Colas Madagascar signent un partenariat pour la construction d'une centrale solaire hybride.

La société sud-africaine *Green Energy Solutions* (GES) et Colas Madagascar ont signé un contrat d'une durée de sept ans pour équiper la carrière de Colas, située à Tamatave (Ambokatra), d'une centrale solaire hybride associant les technologies photovoltaïques et thermiques. Financée, construite et exploitée par GES, la centrale verra le jour d'ici fin juin 2021. Elle évitera l'émission de 90 tonnes de CO2 par an, contribuant à réduire l'empreinte carbone de Colas Madagascar. GES a opté pour la mise en œuvre d'une centrale solaire d'une puissance installée de 148 kW, couplée à une centrale

thermique de 600 kW. Le système sera piloté par un contrôleur intelligent (EMS), fourni par la start-up française *ELUM Energy* spécialisée dans les équipements de contrôle des centrales solaires hybrides.

## 🍷 Maurice.

### Le Japon accorde un prêt de 240 MEUR à Maurice.

Le gouvernement japonais a accordé un prêt de 240 MEUR au gouvernement mauricien afin de lutter contre les effets économiques de la pandémie de COVID-19. Le ministre des finances, Renganaden Padayachy, et l'ambassadeur japonais à Maurice, Kawaguchi Shuichiro, ont procédé hier à la signature de cet accord. Le gouvernement japonais a aussi accordé une assistance financière de 4,7 MEUR pour l'approvisionnement d'un système de surveillance de radar des côtes mauriciennes.

## 🍷 Ouganda.

### L'Ouganda bien placé en Afrique pour la facilité d'accès au marché des changes (Forex).

Selon l'*Absa Africa Financial Markets Index 2020*, qui se base sur la profondeur des marchés, l'ouverture, la transparence, l'environnement juridique et les possibilités macroéconomiques, l'Ouganda a obtenu un score de 67/100, derrière l'Afrique du Sud (80/100) et devant le Rwanda (66/100), la Tanzanie (59/100) et le Kenya (57/100). L'indice des marchés financiers varie sur une échelle de 10 à 100 pour enregistrer l'ouverture et la facilité avec laquelle les clients accèdent aux devises étrangères. L'Ouganda

bénéficie d'un marché des changes flottant et d'importantes réserves de devises étrangères pour couvrir ses flux de portefeuille.

## 🍷 Rwanda.

### Début de la campagne de vaccination contre la Covid19.

Les premières doses du vaccin contre la Covid19 incluant 240 000 doses d'AstraZeneca et 102 960 doses de Pfizer sont arrivées à Kigali le 3 mars. L'arrivée de ces vaccins a été permise par la facilité COVAX. La campagne de vaccination sera menée par les agents de santé communautaire déployé sur l'ensemble du territoire, en commençant en priorité par le personnel soignant et les populations vulnérables, soient les personnes atteintes de maladies chroniques et celles âgées de plus de 65 ans. Le Rwanda attend davantage de vaccins de par la facilité de l'Union Africaine (AVATT). Le Rwanda prévoit de vacciner 30 % de sa population avant la fin de 2021 et 60 % d'ici la fin 2022.

### Un rapport de *Transparency International* estime la réponse du gouvernement aux conséquences sociales de la pandémie insuffisante.

Le rapport, qui se base sur un sondage auprès de 1 253 personnes vulnérables bénéficiant d'une assistance sociale, estime que la part de la population consommant au moins deux repas par jour est passée de 43 % pré-pandémie, à 16 % en 2021. Cela s'expliquerait par un manque de transparence dans la distribution alimentaire, menant à des pertes alimentaires pouvant atteindre 35 % dans certains districts. Des délais ont également été rapportés par les bénéficiaires de transferts financiers.

## 🍷 Seychelles.

### Vers une réouverture au tourisme d'ici le 25 mars.

Le ministre des Affaires étrangères et du Tourisme, Sylvestre Radegonde, a déclaré lors d'une conférence de presse que les visiteurs devront toutefois respecter les mesures de santé mises en place, ce qui signifie que le port de masques, la désinfection des mains et la distanciation sociale et physique sont obligatoires. La secrétaire principale au tourisme, Anne Lafortune, a ajouté que les touristes doivent réserver un hébergement dans les établissements touristiques agréés. Actuellement, sur 700 hébergements sous licence, 535 sont certifiés COVID-19. Le pays restera toutefois fermé à l'Afrique du Sud en raison du contexte sanitaire.

## 🍷 Somalie.

### Pas de brèves cette semaine.

## 🍷 Soudan.

### Feu vert après la première revue du SMP.

Dans un communiqué publié le 8 mars, la Directrice générale du FMI a approuvé la première revue du programme SMP, visant à stabiliser l'économie, renforcer la protection sociale et la gouvernance et dynamiser le secteur privé. La récente unification des taux de change, la suppression des subventions des carburants, les mesures fiscales prises dans le cadre du

budget 2021 et l'augmentation des tarifs de l'électricité ont permis de réduire les distorsions de l'économie et faciliteront l'assainissement budgétaire. La seconde revue de ce programme devrait se dérouler durant la seconde quinzaine du mois d'avril et s'attèlerait à suivre 4 chantiers principaux : la réforme du taux de change douanier, l'amélioration de la transparence et la gestion des opérations des entreprises publiques, la loi sur la banque centrale et la création d'une commission indépendante de lutte contre la corruption.

### Accord avec le PNUD pour la fourniture de médicaments.

Le 28 février le ministre de la Santé a annoncé la signature d'un accord entre son ministère et le PNUD pour la fourniture, par l'organisation onusienne, de médicaments et de dispositifs médicaux pour le compte du « *Medical Supply Fund (MSF)* ». Cet organisme, en charge de l'approvisionnement du secteur public, assure plus de 40% des importations soudanaises de médicaments. Dans le cadre de cet accord, le PNUD aurait déjà livré un premier lot dès le 1er mars. Ces dernières années, le secteur pharmaceutique en général et MSF en particulier connaît de grandes difficultés d'approvisionnement dû en partie à une mauvaise gestion des stocks -qui avait valu à son ancienne Directrice générale d'être révoquée en novembre dernier- et à une pénurie de devises. En effet, la Banque centrale est dans l'incapacité de fournir, à un taux subventionné, les devises nécessaires à l'importation des médicaments. Le MSF aurait contracté une dette auprès les fournisseurs internationaux supérieure à 100 MEUR. La situation risque de s'empirer, ce qui explique la signature de cet accord avec le PNUD, car après l'annonce par le gouvernement, le 21 février, de l'unification des taux de change annule de facto la subvention des médicaments, les rendant encore plus onéreux pour le grand public.

## 🌐 Soudan du Sud.

### Le premier convoi de pétrole raffiné localement est arrivé à Juba.

Le Samedi 06 mars, trois camions chargés de pétrole raffiné en provenance de Bentiu ont été réceptionnés à Juba par la compagnie nationale sud-soudanaise de pétrole et de gaz, *Nile Petroleum Corporation* (Nilepet). La raffinerie d'Etat de Bentiu est une entreprise commune entre la société russe Saffinat et la société publique Nilepet. Le vice-président de Nilepet, James Lotika, a déclaré que le gouvernement du Soudan du Sud prévoit de construire quatre autres raffineries dans le pays, dans les régions de Bentiu, Paloch, Thiangrial et Pagak. En parallèle, la compagnie ambitionne d'augmenter sa production quotidienne de barils de produits raffinés de 7000 unités, passant de 3000 barils par jour aujourd'hui à 10 000 barils par jour d'ici quelques mois.

## 🌐 Tanzanie.

### Inauguration du 5ème poste d'amarrage du port de Dar Es Salam, le 2 mars, dans le cadre du *Dar Es Salaam Maritime Gateway Project*. Lancé.

Lancé en 2015, ce projet financé par la Banque Mondiale à hauteur de 421 MUSD a pour but d'augmenter la capacité d'accueil du port de Dar Es Salam et son efficacité. Il comprend, entre autres, la construction d'une section ferroviaire qui reliera le port au réseau SGR, l'élargissement et l'augmentation de la profondeur du chenal d'entrée du port et de douze postes d'amarrage existants. Six postes d'amarrage ont déjà été agrandis et sont opérationnels. Une fois le projet

terminé, le port pourra accueillir jusqu'à huit porte-conteneurs en même temps et 60 000 porte-conteneurs par mois contre 12 000 aujourd'hui. A l'horizon 2025, le port ambitionne d'atteindre une capacité de manutention de 25 millions de tonnes de marchandises, contre 17,5 millions de tonnes en 2019/2020. L'entreprise chinoise *China Harbour Engineering Company Ltd* (CHEC) est en charge de la réalisation du projet.

### Publication du 15ème rapport « *Tanzania Economic Update-Raising the Bar: Achieving Tanzania's Development Vision* » par la Banque Mondiale.

Selon le rapport publié le 28 février 2021, le taux de croissance du PIB réel est passé de 5,8 % en 2019 à 2,0 % en 2020 et un rebond à 4,5 % est attendu pour 2021. Le PIB par habitant s'est contracté pour la première fois depuis 1994 (-1 %). Le secteur minier (or) a été le seul orienté vers les exportations tanzaniennes à bénéficier de la crise, les cours mondiaux de l'or ayant augmenté entre 2019 et 2020. Selon les estimations, en juin 2020, 140 000 Tanzaniens ont perdu leur emploi et 2,2 millions de travailleurs informels (hors secteur agricole) ont subi des pertes de revenus. Les petites et moyennes entreprises enregistrent une baisse moyenne de 36 % de leur chiffre d'affaires, menaçant leur solvabilité pour trois quarts d'entre elles. La pandémie a fait grimper le taux de pauvreté à 27,2 % en 2020 (26,1 % en 2019) et pourrait pousser 600 000 personnes supplémentaires sous le seuil de pauvreté national (1,35 USD/jour en PPA). En décembre 2020, le taux d'inflation annuel était de 3,2 %, son plus bas niveau depuis les années 2000. Il reflétait une production alimentaire robuste et de faibles prix du pétrole brut.

## Les importations de maïs en provenance de Tanzanie et d'Ouganda interdites par les autorités kenyanes.

Cette interdiction effective depuis le 6 mars, fait suite à une lettre de l'*Agriculture and Food Authority* destinée à la *Kenya Revenue Authority*, indiquant la non-conformité des tests sanitaires effectués sur le maïs importé de Tanzanie, qui présenterait des niveaux trop élevés de mycotoxines (moisissures cancérigènes). Les

autorités tanzaniennes ont indiqué ne pas avoir été informées officiellement de cette décision et regrettent que les procédures prévues à cet effet par l'EAC n'aient pas été mobilisées pour régler le différend commercial.

## CONTACTS

### Kenya, Somalie, Burundi

Page pays : [Kenya](#) / [Somalie](#) / [Burundi](#)

Twitter : [DG Trésor Kenya](#)

Contact : Jérôme BACONIN

[jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr](mailto:jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr)

### Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays : [Madagascar](#) / [Seychelles](#) / [Maurice](#) / [Comores](#)

Twitter : [DG Trésor Madagascar](#)

Contact : Frédéric CHOBLET

[frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr](mailto:frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr)

### Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Ethiopie](#) / [Djibouti](#) / [Erythrée](#)

Contact : Anne-Brigitte MASSON [anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr](mailto:anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr)

### Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#) / [Soudan du Sud](#)

Contact : Suzanne KOUKOU PRADA

[suzanne.koukouprada@dgtresor.gouv.fr](mailto:suzanne.koukouprada@dgtresor.gouv.fr)

### Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)

Contact : Philippe GALLI

[Philippe.galli@dgtresor.gouv.fr](mailto:Philippe.galli@dgtresor.gouv.fr)

### Soudan

Page pays : [Soudan](#)

Contact : Rafael SANTOS

[Rafael.santos@dgtresor.gouv.fr](mailto:Rafael.santos@dgtresor.gouv.fr)

### Rwanda

Ambassade de France au Rwanda :

<https://rw.ambafrance.org/>

Contact : Lina BEN HAMIDA

[lina.ben-hamida@diplomatie.gouv.fr](mailto:lina.ben-hamida@diplomatie.gouv.fr)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)